

le Coquelicot

n°34

décembre
2001



Nos vies
valent plus
que vos profits!

dossier azi

*Pôle chimique,
no futur*



Sans-fenêtres



*Classes
tous risques*



démocratie



*La lutte
des Aârouchs
en Algérie*

ailleurs



Palestine toujours



alternative libertaire

toulouse



ÇA M'ÉNERVE...

Crayon noir

NOËL AU BALCON...



... PÂQUES AUX TISONS

Comédies et proverbes...

DÉCIME-MOI UNE USINE

Le second souffle

Avec l'action « Toulouse ville meurtrie » du 21 novembre, la population toulousaine s'engage dans le 3^e mois de lutte contre l'arrogance de TOTAL FINA ELF et l'enlisement administratif et politique des pouvoirs publics. Après les premières actions de solidarité sur le terrain, les premières ébauches de structuration, il est essentiel de réfléchir à l'installation du mouvement dans la durée.

Au-delà de la revendication légitime d'indemnisation, de réparation des dégâts matériels, moraux et physiques, l'objectif de la fermeture du site constitue un des piliers de la plate-forme constitutive de « Plus jamais ça, ni ici ni ailleurs » (PJC Nina). C'est celui qui gêne le plus. Il est sans nul doute celui qui est le plus porteur de remise en cause politique : pourquoi fait-on courir un risque à la population ? pour produire quoi et pour qui ?

AZF plus 3 mois : premier bilan

Alors même que les victimes de l'explosion en sont encore à tenter de panser les plaies, balayer les bris de verre et calfeutrer les fenêtres avec des installations de fortune, une vaste contre-offensive se prépare aujourd'hui pour donner une nouvelle virginité au groupe des pollueurs-criminels réunis, à savoir AZF (Total), SNPE (Société nationale des poudres et explosifs), Tolochimie, et leur permettre de repartir comme si de rien n'était. Une explosion à Toulouse ? Non, tout juste un événement « insignifiant » sur le graphique des bénéfices colossaux de Total Fina : c'est ainsi que ses dirigeants l'ont qualifié

pour rassurer les actionnaires. Après l'offensive du Conseil économique et social préconisant le maintien des activités chimiques du site à Toulouse, les opérations séduction de la SNPE organisant des journées portes-ouvertes, c'est au MEDEF de faire le forcing pour redémarrer les usines chimiques avec le relais bienveillant des médias. Et toujours en toile de fond, le chantage à l'emploi, qui était déjà exploité depuis une vingtaine d'années pour justifier le droit à polluer. Dommage pour les partisans du redémarrage des sites chimiques, le ralliement récent de 355 entreprises à la cause de la fermeture du site, met en balance 10 000 emplois contre les 2 500 liés à la plate-forme chimique (1 100 sur la plate-forme, plus 1 400 dans le domaine de la sous-traitance).

Aux arguments développés pour garantir la sécurité des populations, le développement durable et la préservation de l'environnement, on a substitué la loi de l'économie, qui, c'est connu, ignore les hommes. Venant à la rescousse du lobby industriel, notre gouvernement socialiste-réaliste, pressentant que l'explosion d'AZF pourrait mettre le feu aux poudres de la contestation des 1200

L'économie ignore les hommes...

autres sites classés Seveso en France, se devait d'agir pour couper court à toute velléité de discussion: il organisa à cet effet le 30 novembre, un pseudo-débat animé par le verdoyant Yves Cochet, ministre de l'Environnement, entouré d'une armada d'experts du risque industriel à la manipulation sociale.

Quant à la situation du millier de salariés de la plate-forme chimique et des entreprises sous-traitantes, le front syndical commun, autour d'AZF, se réfugie dans un réflexe corporatiste et de fuite en avant, et rejoint les patrons (privés et publics) en réclamant le redémarrage partiel d'AZF et la réouverture des sites attenants. Ce faisant, il interdit aux travailleurs de développer une alternative à la logique patronale et à la spirale pro-

ductiviste: une alternative axée sur la transformation des entreprises vers un type de production socialement utile et non polluant. Une alternative basée sur la prise en charge totale du préjudice collectif subi, qui inclut le maintien intégral des salaires, mais aussi le financement complet par Total Fina de la reconversion des salariés frappés.

Le mouvement a aussi ses risques majeurs

Face à cette coalition politico-économique, le mouvement autour du collectif « Plus jamais ça Nina » a la légitimité du plus grand nombre (plus de 30 000 personnes ont été touchées dont 11 000 gravement, dans cette version soft du risque majeur possible), avec une large majorité acquise

à la fermeture du site. Mais ce mouvement apparaît encore fragile et sa structuration reste encore le sujet de nombreux débats. Le collectif, initialement constitué d'un cartel organisationnel classique, a rapidement été débordé par l'importance des attentes de la population et par l'ampleur du mouvement qui s'est constitué avec ses moyens d'expression propres (comités de quartier, associations PJC décentralisées, regroupements de salariés). C'est ce foisonnement d'activités, plus ou moins coordonnées mais finalement convergentes, qui a fait éclater le cadre politique traditionnel tel qu'il était initialement organisé. Ainsi la mise en place de la commission « action », et d'une certaine manière de la commission « coordination », regroupant

de fait exclusivement les représentants politiques et syndicaux a été vécue comme un frein et un moyen de déposséder les populations de leurs initiatives propres.

Deux idées forces sous-tendent ce changement et ont été relayées par les libertaires investis dans la lutte: le besoin des populations d'agir elles-mêmes et de s'auto-organiser, mais aussi le refus d'une récupération politique. Ainsi, lors de la manifestation du 29 septembre, le choix de certaines organisations de sortir leurs drapeaux et banderoles, contre la décision de l'AG et la demande largement partagée dans la population, reste dans les esprits. De même, la manifestation de « l'association des sinistrés du 21 », de la Cité du Parc et du « Collectif des sans-fenêtres », le 11 novembre, a été l'occasion pour les organisations politiques de contourner le cadre du collectif PJC Nina.

Lutter pour fermer les fenêtres ou les sites ?

Plus grave, on peut craindre, depuis quelques semaines, une partition des forces constitutives de PJC Nina, du fait de stratégies organisationnelles différentes, qui se traduisent par un investissement variable selon les actions initiées.

On distingue d'une part, les forces qui ne reprennent de la plate-forme fondatrice que les revendications directement liées à la réparation des dégâts matériels (la mise hors du froid définitive des logements sinistrés), non sans visées électorales, en mettant en veilleuse la nécessité d'obtenir la fermeture définitive du site.

D'autre part, les forces qui, tout en se mobilisant sur la revendication de réparation des dégâts, sentent le fléchissement de la détermination politique de certaines composantes du mouvement à lutter pour la fermeture des sites chimiques, et évaluent les aspects irréversibles des décisions politiques qui pourraient se prendre dans les semaines à venir à la suite du pseudo-débat du 30 novembre. Pour ces raisons, elles proposent prioritairement des actions pour mobili-

Cynisme: « Le devoir de l'économiste est d'informer que le droit à la vie ne peut pas toujours être assuré pour des raisons de coût. »
Gérard Debreu, Prix Nobel, 1983.



ser sur le thème de la suppression définitive de la plate-forme chimique, pour des raisons de sécurité et de respect de l'environnement. Les actions du 21 novembre et de l'installation de PJC Nina sur la place du Capitole, du 24 novembre au 1^{er} décembre, marquent l'émergence de cette sensibilité, largement partagée par la population. En effet, même s'il a été étouffé par les médias, l'initiative du 21 novembre « 10 h 17 : Toulouse Ville Meurtrie » a rencontré un important écho. Les populations ont montré leur capacité d'auto-organisation, et se sont réappropriées la lutte, hors des cadres organisationnels habituels, à partir d'une idée simple au départ: bloquer la ville par des actions décentralisées. L'initiative a trouvé un relais auprès des comités de quartier, des salariés en débrayage, et même des commerçants dont certains ont baissé le rideau. Cette initiative a été dès le départ largement impulsée par la composante libertaire et écologiste du mouvement, organisée ou non, mais unie quant à ses objectifs, autour de la commission « Sécurité et environnement ».

Cette partition de la lutte, si elle devait s'accroître, serait préjudiciable au mouvement dans son ensemble. La plate-forme de PJC Nina est un tout indissociable: on ne saurait en tirer des revendications « à la carte », au détriment de la recherche de la cohésion, de l'écoute mutuelle et la recherche de solutions concertées, et sans arrière-pensée récupératrice. L'ampleur du préjudice subi et les enjeux de société, auxquels nous sommes confrontés à Toulouse depuis l'explosion, ne se satisfont pas d'une vision parcellaire du combat à mener.

L'autonomie du mouvement, condition de la réussite

Face à la nécessité de construire un mouvement large, durable, et ancré dans les quartiers, les militants d'Alternative Libertaire ont préféré, depuis le début, intervenir prioritairement à partir des réalités vécues sur le terrain, et s'investir directement dans les comités de quartier, groupes

de pressions ou groupes locaux PJC Nina, plutôt que de rejoindre le cartel des organisations soutenant PJC, qui constitue un cadre trop étroit et décalé par rapport à l'ampleur du mouvement qui se construit. La priorité est aujourd'hui de contribuer à unifier des habitants très différents socialement, tant dans leur vécu que dans leurs expériences de luttes antérieures, autour de la plate-forme de PJC, dans sa globalité.

À la suite de la manifestation du 1^{er} décembre, quel second souffle faudra-t-il impulser dans le mouvement? La lutte contre Total et l'État est gagnable, tant que la plupart des intérêts des acteurs en présence à Toulouse convergeront en ce sens, et tant que le niveau de mobilisation se maintiendra. Mais pour cela, et pour éviter les dérives possibles, un certain nombre de valeurs essentielles doivent être défendues:

- préserver l'indépendance du mouvement PJC Nina vis-à-vis de stratégies électorales et du renforcement des partis, et refuser l'instrumentalisation du mouvement par des minorités organisées,
- développer des actions décentralisées permettant l'appropriation de la lutte par la population, au travers des comités, associations culturelles, de quartier,
- favoriser l'expression autonome des populations, comme fondement du développement des contre-pouvoirs,
- structurer le mouvement PJC Nina sur la base d'un réseau d'individus et d'associations, fédérés entre eux, et non d'une organisation centraliste et cartellisée visant à prendre la direction du mouvement,
- Maintenir l'AG souveraine comme lieu central de synthèse et de décision, à partir de propositions d'actions des différentes commissions thématiques, coordonnées entre elles,
- mettre en place un réel contrôle des délégations et du mode de représentation du mouvement dans les médias. La dynamique de la mobilisation est à ce prix.

► **Alternative Libertaire**
le 28 novembre 2001

Pour un mouvement durable !

LES MOTIVÉ-E-S APRÈS L'EXPLOSION

AZF

no futur

Pas forcément amateurs d'élus mais attentifs à ce qui se passe sur la ville, le Coquelicot a voulu rencontrer Michel Demars, un des élus Motivé-e-s juste pour savoir si le prisme de la Salle des Illustres a une quelconque influence ou pas. Ça n'a pas l'air d'être le cas mais fallait bien qu'on en cause non? D'autant que pour 2002, la boîte à votes va encore fonctionner! Alors, petit bout de la lorgnette ou ancrage social d'un groupe avec qui il faut compter? Future liste alternative ou composante du troisième tour?

Le Coquelicot: *Quel est le bilan des Motivé-e-s après neuf mois de présence à la mairie? Toujours le sentiment d'être des « empêcheurs de tourner en rond »?*

Michel Demars: Il est clair, qu'avoir quatre élus au conseil municipal n'a d'intérêt que dans la mesure où ils sont le relais des habitants des quartiers, qui, à partir de leurs problèmes, s'organisent pour établir un rapport de force et obligent la municipalité à prendre en compte leurs exigences. Cela veut dire aussi pour les Motivé-e-s, prendre ou affirmer un certain nombre de positions par rapport à l'ordre du jour du conseil municipal. Mais ce n'est qu'une prise de position. Cela peut permettre de temps en temps d'emmerder Douste-Blazy et son équipe parce que le conseil municipal est public, donc les gens et la presse sont présents. Si la presse s'en fait le relais, cela peut effectivement les perturber un peu. Ce fut le cas sur le camp provisoire qui a été donné aux Gitans, après l'inondation



de leur terrain. L'équipe Douste a été obligée de réagir. Mais notre présence n'influe en rien sur la politique municipale qui est le prolongement de celle de Baudis. Être au conseil municipal et être efficaces, servir à quelque chose, suppose que le troisième tour, le tour social existe. Pour l'instant, on n'en est pas là.

Le Coquelicot: *Comment les Motivé-e-s perçoivent l'attitude des pouvoirs publics, mairie, département, région depuis l'explosion de l'AZF?*

Michel Demars: Comme tous les pouvoirs publics, je dirais qu'ils ont un os à traiter! Quand les responsabilités seront établies, ils en porteront une part dans la mesure où il y avait un certain nombre de gens, d'associations, «d'empêcheurs de tourner en rond», qui avaient tiré la sonnette d'alerte depuis très longtemps et que l'on prenait pour des hurluberlus! Et il y a eu le «boum» du 21 septembre qui leur a donné raison et qui a donné tort à tous ceux qui les prenaient pour des imbéciles. Dans ceux qui les prenaient pour des imbéciles, il se trouve qu'il y a la mairie, le conseil général, le conseil régional et la préfecture, et aussi le plus haut niveau de l'appareil d'État. Donc ils ont cet os-là en travers de la gorge. Deuxièmement, les habitudes sont telles de la part des pouvoirs publics (quels qu'ils soient), que la transparence n'est pas leur fort. Quand il y a eu l'explosion d'AZF, comme d'habitude, ils ont voulu traiter les affaires eux-mêmes, toujours dans l'opacité la plus totale. Exemple: la mairie de Toulouse décide de mettre en place une cellule de crise au Capitole. Pour ce qui concerne les Motivé-e-s, après avoir tourné dans la ville le vendredi et le samedi matin, on s'est très vite rendu compte en discutant avec les habitants, qu'une cellule au Capitole ne servait à rien. Les gens n'iraient pas s'y déplacer! La merde, c'était sur leur quartier qu'ils l'avaient! Nous avons dit à la mairie: «Ce n'est pas une cellule au Capitole dont nous avons besoin, vous êtes à côté de vos godasses, ce sont des cellules décentralisées avec à l'intérieur des représentants, des services techniques, du service médical, les assu-

reurs, tout un panel de gens susceptibles de pouvoir répondre aux besoins des gens dans leur quartier.» Le chef de cabinet de Douste-Blazy, nous parlait de psychologues! Manifestement il ne comprenait pas ce qu'on lui disait! Ce qui démontre bien où ils en étaient. Ce sont des élus, des technocrates qui planent complètement et même pas pour des raisons politiques! Pour une raison simple: ils sont déjà en temps normal à cent lieues des problèmes des habitants!

On cause fenêtres, ils répondent psychologie!

Après, comme tous les politiciens, on les a tous vus venir, trois petits tours et puis s'en vont. Aujourd'hui, deux mois après, les habitants sont toujours dans la même merde. Ajoutons que le conseil général avec M. Izard (un caractériel notoire) le conseil régional, le PS, la gauche plurielle et la mairie (c'est la droite), les chamailleries politiques ont aussi lourdement pesé. Leur incompétence, leur incurie, leurs petites querelles politiques expliquent en partie qu'aujourd'hui nous en sommes là. Ajoutons que les assureurs, représentés par leur éminent responsable M. Kesler, la FFSA (Fédération française des sociétés d'assurances) a refusé de signer la convention que le comité de pilotage a proposée après négociations. Sans explications! Il faut savoir que la convention permet de sortir du cadre habituel par les assurances pour la mise en œuvre de dispositions exceptionnelles qui feraient que les choses iraient plus vite. Le problème de la vétusté par exemple, ne doit pas être pris en compte. C'est aussi le plafond qui est remonté, donc plus besoin d'expertise. Pire encore, le magistrat qui anime ce comité de pilotage désigné par le ministère de la Justice, attendait toujours le 14 novembre la réponse de la FFSA pour savoir, dans la mesure où elle ne signait pas, si elle était prête à appliquer à minima la convention! Il n'y a toujours pas de réponse. IL est clair que les assureurs sont aussi un grain de sable qui explique la situation actuelle et qui vient donc s'ajouter à l'incapacité des



En attendant le troisième tour social.

pouvoirs publics à fonctionner dans la transparence, à prendre les décisions qui s'imposent. Pour régler la situation rapidement, parce que l'hiver est là et que des familles n'ont pas de fenêtres, pas de portes, c'est au niveau du gouvernement que la décision de mesures exceptionnelles, contraignantes, doit être prise afin que les assurances, les entreprises, les pouvoirs publics locaux soient obligés de répondre aux besoins des habitants. À défaut, il est clair que des habitants auront leurs fenêtres au mois de mai 2002!

Le Coquelicot: *Concernant l'évolution du groupe Motivé-e-s, vous vous dirigez vers une fédération de listes alternatives au niveau national ou bien restez-vous Toulousanos-Toulousains?*

Michel Demars: Ce n'est ni l'un ni l'autre, mais ce n'est pas une fédération d'union nationale c'est clair. Il faut réfléchir global et agir local. Pour nous, il est clair que l'ancrage local reste la priorité, ce qui contribue, avec d'autres, à créer des mobilisations qui peuvent permettre au troisième tour social d'exister. Que ce soit dans les boîtes ou dans les quartiers, la mobilisation n'est pas ce qu'elle devrait être, loin sans faut. Et ce n'est pas en ayant «un machin» national que cela nous donnera plus d'éléments pour y arriver. C'est l'ancrage local qui est le démarrage de tout ça.

Le Coquelicot: *Les contacts extérieurs existent quand même?*

Michel Demars: Le niveau national ne peut exister que s'il existe un ancrage au niveau local. Mais, ne rester qu'au plan local serait aussi une erreur.

La campagne municipale a fait que les contacts ont eu lieu avec d'autres villes qui ont présenté des listes, certaines ont créé des collectifs locaux qui s'appellent Motivé-e-s ou non d'ailleurs. Au-delà de la demande, il y a un besoin. Là encore on sera toujours méfiants sur tout ce qui voudrait d'abord structurer avant de débattre; certains ont proposé le terme de «fédération clé en mains», nous avons refusé.

Partir des besoins qui s'expriment

Ce qui est utile au niveau national ce sont des rencontres pour débattre entre nous, savoir où nous en sommes dans chaque ville avec nos spécificités, d'analyser à partir des bilans, des pratiques. Le tout, à partir des besoins qui s'expriment, peut construire «quelque chose» qui ne sera pas un parti politique c'est sûr! Ce serait plus une coordination qui peut s'exprimer sur un sujet discuté entre nous.

Le Coquelicot: *Pour 2002, on se lance dans les législatives, on sait, on sait pas, on construit ou pas?*

Michel Demars: La question n'a pas vraiment été inscrite à l'ordre du jour mais abordée brièvement aux diversités d'été. À Toulouse, c'est clair que pour les présidentielles on s'inscrira dans les débats mais on ne s'y présentera pas, c'est sûr! Par contre, sur les législatives, la question est posée mais pas de réponse aujourd'hui. Certains pensent qu'on a fait les municipales et ça suffit. D'autres pensent qu'il nous manque les finances et l'énergie mais que ce serait intéressant. D'autres y voient un moyen de relancer la dynamique locale et enfin ceux qui voudraient un candidat face à Douste dans certaines circonscriptions. En bref, donner une autre dimension à la campagne qui n'avait été que locale lors des municipales. On a le temps d'aborder le sujet dès maintenant pour arriver, à partir de positions diverses et variées, à un consensus entre nous, comme pour le second tour des municipales. De cette façon Motivé-e-s continuera d'exister quelle que soit la décision.

► Interview par Robert

Il faut réfléchir global et agir local.

CHIMIOTHÉRAPIE

Quel avenir pour

Pour répondre à cette question, le Coquelicot est allé voir un militant de longue date de l'écologie politique à Toulouse, Dominique Gilbon, président des Amis de la Terre.



Poissons morts dans la Garonne, suite à des rejets du pôle chimique.

la chimie ?

L'avenir c'est ce qui engage à partir de notre comportement les générations futures qui n'auront jamais bénéficié du confort que nous nous octroyons, mais qui auront les risques. Nous créons donc, pour demain, les victimes d'un développement profondément égoïste, et pour aujourd'hui les déséquilibres mondiaux, en laissant aux populations du Sud nos pollutions.

Dans la catastrophe du 21 septembre, il y a toute la problématique déjà posée quand des cercles se penchaient sur le produit « air propre ». Les industriels faisaient des gros efforts, plus que les communes et les collectivités pour avoir le moins de pollution, le moins de rejet possible, car ça les arrangeait, ça leur rapportait de l'ar-

gent. Mais produire proprement ne veut pas dire produire propre. C'est-à-dire qu'on peut mettre proprement de la merde sur les marchés, qu'on peut proprement produire des armes, qu'on peut proprement produire des produits qui n'ont pas de solutions au niveau de leur destruction ou qui engendrent des pollutions latentes.

Le prix de la destruction

Il faut mettre dans le coût d'un projet le prix de sa destruction, internaliser, pour permettre aux générations à venir d'avoir les moyens de tout ramener à l'état originel. C'est la préoccupation qu'ont les Amis de la Terre. Le nucléaire va pendant des milliers d'années être l'objet d'un soin constant par des

générations qui n'auront pas bénéficié de notre électricité ou de l'énergie qu'il dégage. L'industrie chimique, toutes proportions gardées, peut être dans cette même problématique car l'avenir va être entaché par les monstrueuses décharges qui vont récupérer tous les déchets industriels spéciaux, toxiques, qui ne sont pas recyclables. Sans parler des problèmes de l'agriculture avec les pesticides, les toxiques agricoles, la pollution des sols, la pollution de l'eau et de la nappe phréatique, l'industrie chimique porte en elle-même la pollution. Notre civilisation s'emballe sur un système scientifique, sur certains aspects pointus et remarquables mais manque de recul par rapport à l'histoire de l'humanité. Tous ces apprentis sorciers jouent avec des concepts et des principes qui peuvent porter en eux-mêmes des effets pervers, secondaires, qui peuvent dérégler d'une manière irréversible un système qui, lui, a appris à tourner depuis des millions d'années.

Nous ne remettons pas en question la chimie fine et la production d'un certain nombre de médicaments. Il peut y avoir des chimies propres qui génèrent des produits qui trouvent des solutions dans le milieu naturel. Il y a une chimie respectueuse de l'environnement, qui essaye de comprendre les mécanismes de la nature, qui essaye de négocier avec ces mécanismes pour y introduire un peu de génie humain, une chimie de l'avenir, qui peut s'insérer dans le développement durable.

L'avenir de la zone chimique doit être un avenir raisonné, qui intègre ces préoccupations citoyennes et qui prend en compte l'inquiétude de tous les Toulousains sur la sécurité.

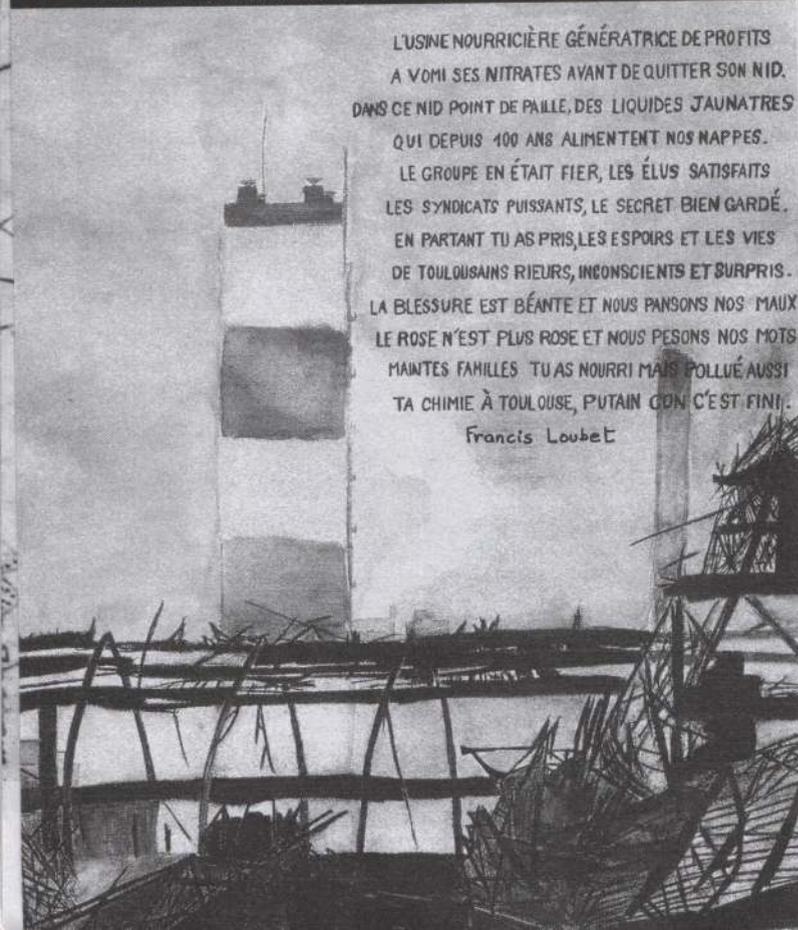
Nous devons être interpellés par le

coup de semonce de cette explosion, somme toute miraculeuse car si elle a fait une trentaine de morts, un très grand nombre de blessés, de défigurés, d'aveugles, l'effet domino qui aurait pu se mettre en place aurait entraîné la déflagration puis l'intoxication de 100 000 à 200 000 milles personnes de la zone par les gaz stockés, donc une catastrophe encore plus dramatique. Ce coup de semonce doit amener un débat national, pas seulement sur quelques mesures sécuritaires mais sur la finalité de notre consommation. Quelle est la nécessité sociale de la production de produits frelatés comme par exemple des tableaux de bord de voiture à partir du phosgène? Est-ce nécessaire de faire des vitamines à hautes doses à

Victimes d'un développement profondément égoïste.

L'USINE NOURRICIÈRE GÉNÉRATRICE DE PROFITS
A VOMI SES NITRATES AVANT DE QUITTER SON NID.
DANS CE NID POINT DE PAILLE, DES LIQUIDES JAUNÂTRES
QUI DEPUIS 100 ANS ALIMENTENT NOS NAPPES.
LE GROUPE EN ÉTAIT FIER, LES ÉLUS SATISFAITS
LES SYNDICATS PUISSANTS, LE SECRET BIEN GARDÉ.
EN PARTANT TU AS PRIS, LES ESPIRS ET LES VIES
DE TOULOUSAINS RIEURS, INCONSCIENTS ET SURPRIS.
LA BLESSURE EST BÉANTE ET NOUS PANSONS NOS MAUX
LE ROSE N'EST PLUS ROSE ET NOUS PESONS NOS MOTS,
MAINTES FAMILLES TU AS NOURRI MAIS POLLUÉ AUSSI
TA CHIMIE À TOULOUSE, PUTAIN ÇA C'EST FINI.

Francis Loubet



partir du phosgène au lieu de produire des légumes et des fruits, ce qui serait bien plus bénéfique pour la santé? Quel avenir peut-il y avoir pour cette chimie impérialiste, orgueilleuse, envahissante, qui écrase les ressources de la planète?

Mais si de cette société de consommation nous en sommes tous un peu responsables, par contre la logique du marché n'est pas régie par des logiques de développement durable, elle est gouvernée par les lois du profit à court terme. N'y a-t-il pas là une contradiction?

Exiger un air pur pour respirer

Si on internalise les coûts qui doivent être induits par ce comportement, la note au bout du compte devient monstrueuse. Par exemple je viens d'apprendre qu'une de mes tantes est atteinte de la maladie de Kreutzfeld-Jacob. Si on intègre tout ce malheur dans le prix des farines animales ce n'est vraiment pas la peine de gagner trois sous pour nourrir les vaches de cette manière-là. Dans la plupart des fausses économies on n'intègre pas ces paramètres et on les laisse à la charge de la collectivité. La véritable

économie c'est de prendre un produit du milieu naturel, le ramener à son point d'origine, et faire la somme de tout. Dans le système capitaliste le calcul du coût est arrêté à la vente et toutes les conséquences ultérieures sont prises en charge par la collectivité. Le déséquilibre mondial qui fait que les pays riches imposent des conditions d'insatisfactions aux pays pauvres doit lui aussi être mis sur l'ardoise de telle sorte que l'on puisse faire payer à cet ensemble de produits le prix de la misère des autres. C'est le chantier essentiel de demain.

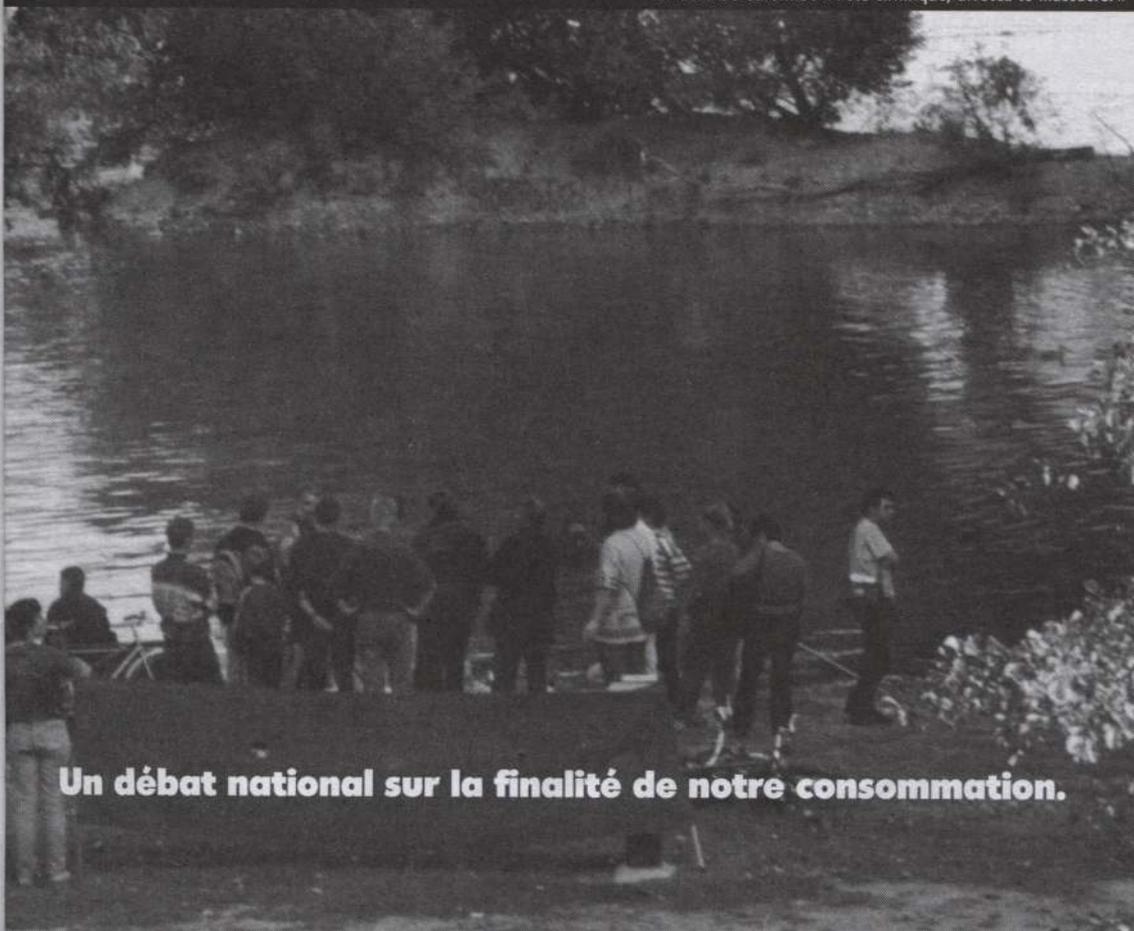
Il y a donc une lutte entre la collectivité, qui va essayer de remonter à l'origine, et les consommateurs, aveuglés, qui acceptent des méfaits sans demander des réparations. Les citoyens doivent exiger un air pur pour respirer, de l'eau pure pour se baigner, l'ensemble des éléments propres et tout cela a un coût. Par exemple, une demande d'un groupe de villages du Gers, qui, à 100 km de Clarac, demandait à tirer un tuyau pour pomper l'eau du bas des Pyrénées pour s'alimenter en eau potable car il ne pouvait plus traiter leur eau tellement elle était salopée par le type d'agriculture de leur secteur. C'est

invraisemblable! Alors on va pomper l'eau du Rhône pour l'envoyer à Barcelone, et celle de l'Èbre pour l'envoyer à Valence? À quoi on joue?

Les puissants essayent de complexifier les problèmes car plus un problème est complexe plus les gens qui ont un savoir-faire sont dominants. Devant les problèmes des déchets toxiques que l'on ne peut plus traiter il faut remonter en amont et ne plus les produire, faire en sorte que ces toxiques ne se mélangent pas dans la masse et que l'on puisse recycler ce qui peut l'être! La Lyonnaise, Vivendi, Bouygues... s'inscrivent dans des systèmes qu'ils complexifient: l'incinérateur de Ginestous, les incinérateurs d'ordures ménagères, tout le système complexe qu'ils imposent à nos élus comme incontournable... C'est la place de leur puissance et de leur domination dans un monde qu'on leur a abandonné. Et c'est presque plus sournois que le problème du coût: le savoir donne la puissance. Ce n'est même plus une délégation de service, c'est une place qu'ils prennent et où ils deviennent incontournables: les maîtres du monde au niveau de l'eau et des déchets!

> **Propos recueillis par Caillou**

En bord de Garonne: « Pôle chimique, arrêtez le massacre. »



Un débat national sur la finalité de notre consommation.

DES CHIFFRES ET DES CASTAGNES

1,5 milliard de francs. C'est la somme que devra déboursier TotalFinaElf pour les dégâts provoqués par l'Erika. Ne pleurons pas sinistrés toulousains, cela n'entame son bénéfice que de 3%. « Une goutte de sang dans une mer de larmes. »

50 000 C'est le nombre de personnes qui seront affectées par des troubles psychiatriques dans les mois à venir suite à l'explosion de l'AZF. Gilbert Vila, pédopsychiatre de l'hôpital Necker à Paris, affirme: « Ce qui s'est passé ici est comparable, psychologiquement parlant au conflit qui a frappé le Liban. »

30 000 Ce sont les logements sinistrés par la course folle au profit de l'usine AZF. Combien de temps pour sortir du « provisoire durable » (nouveau concept architectural)? Combien de temps et quels moyens l'État s'est-il donné pour tracer la route Bordeaux-Toulouse afin d'acheminer les morceaux de l'A380? Dans les deux cas, il y en a qui sont nés vraiment du mauvais côté de la barricade.

15 141 C'est la quantité de logements HLM plus ou moins détruits. 85 familles ont été relogées dans des mobil-homes inaugurés en grande pompe par nos édiles locaux. Il vaut mieux faire dans le démontable on ne sait jamais, le pôle chimique est toujours là!

2 kilomètres. C'est le périmètre de protection qui aurait dû être observé autour des trois usines d'après le rapport de l'Inspection générale de l'environnement. Le rapport conclut à « l'incompatibilité » entre le pôle chimique et les maisons d'habitation. Merci du renseignement, mais où était l'IGE lorsque tout Toulouse criait haut et fort « un jour ça va péter ». Peut-être un peu trop de masturbation mentale, qui comme tout le monde sait, finit par rendre sourd.

> **Bibass**



FENÊTRE ET LE NÉANT

Sans fenêtres ou sans espoir

Le collectif Plus Jamais Ça, ni ici, ni ailleurs fonctionne autour de plusieurs commissions, dont une d'importance en ces temps hivernaux, la commission logement. Quel est le bilan à la mi-novembre? Quelles sont les entraves au relogement? Le Coquelicot a rencontré Isabelle et Frédo, militants engagés depuis fort longtemps sur ces questions. Sans faux-fuyants et la volonté d'agir.

Le Coquelicot: *Quelle est la situation du logement à Toulouse à la mi-novembre?*

Isa: Aujourd'hui il n'y a personne à part la Croix-Rouge qui serait foutue de nous donner un bilan précis! Il n'y a que la Croix-Rouge qui s'est cognée le porte-à-porte de tous les logements sinistrés! Nous avons demandé au Préfet d'utiliser ces données. Le relogement a un effet domino, le SDF à la

rue ne pourra pas accéder aux différents accueils, en centre d'hébergement faute de rotations dans ces centres, car les places sont attribuées en priorité aux sinistrés. C'est un vrai problème concernant l'accueil hivernal des SDF car les places vont manquer d'autant que l'hôpital Marchand comptait 30 places pour les SDF.

Le Coquelicot: *Les réquisitions qui traînent, les travaux de pose de*

fenêtres qui s'éternisent, la colère des habitants se fait entendre. Quelles sont les urgences et avec quels moyens?

Frédo: Pour la réquisition, les moyens existent avec la loi de 1945. Là, il n'y a rien à créer de particulier puisque les pouvoirs publics, l'État et la mairie ont les moyens juridiques nécessaires pour effectuer les réquisitions rapidement et dans des conditions très correctes. L'arrêté a été pris par la mairie le 8 octobre et un mois après il n'y a toujours aucune réquisition! Même aujourd'hui la mairie n'aurait recensé que 40 logements réquisitionnables, ce qui veut dire qu'ils n'ont pas encore été réquisitionnés! Les lettres sont parties aux propriétaires il y a peu de temps. Douste-Blazy, lors du dernier conseil municipal, affirme que les 20 familles à qui les propositions de logements réquisitionnés ont été faites, ont refusé ne voulant pas rentrer dans un logement pour trois mois puisque la mairie n'a pris

un arrêté que sur trois mois renouvelables uniquement trois fois! C'est en deçà de l'année fixée par la loi, renouvelable six ans complémentaires, avec des possibilités de remise en état des logements. On peut dire que tous les moyens des pouvoirs publics ne sont pas mobilisés! Ce sont les quartiers populaires qui ont été touchés, donc tous les quartiers d'habitat social et c'est sur quartiers là que les pouvoirs publics essaient de réquisitionner! Ils ne peuvent pas trouver grand-chose! Et n'y a-t-il pas aussi la volonté de donner une autre image de la ville en tentant de profiter de l'explosion d'AZF pour reconstruire une ville différente dans son habitat, son urbanisme et son développement. On a entendu dans des réunions très officielles le sous-préfet dire qu'ils allaient effectivement profiter de l'explosion de l'AZF pour modifier le grand projet de ville, en rajoutant que si les sinistrés sont pour l'instant très revendicatifs, on sait bien que d'ici quelque temps, le froid venant, ils finiront par accepter tout ce qu'on leur donnera. Le collectif à travers la commission logements a un rapport de force à établir ne serait-ce que pour la dignité de ces personnes.

Isa: Nous faisons le constat que des gens comme F. de Veyrinas n'ont aucun intérêt à faire que cette procédure de réquisition soit une réponse



CLASSES TOUS RISQUES

De l'école à
l'université

Deux mois après l'explosion, la situation reste préoccupante.

Pour les établissements les moins touchés, et dont les cours ont repris très vite, le problème de l'EPS est récurrent. Le nombre de gymnases touchés (relevant de la mairie) donc inutilisables a réduit cet enseignement à sa plus simple expression : pas de gymnases, pas de vestiaires, plus de piscines. Foin des programmes si vaillamment brandis par les inspecteurs, foin du discours sur l'importance de l'évaluation de l'EPS aux examens, foin de l'image que l'on renvoie aux enseignants d'EPS de leur matière et de leur rôle.

Des problèmes multiples

Pour les plus touchés, ceux qui se promènent encore en bus, et ceux que l'on a casés dans des algécos, les problèmes sont multiples. Cela va du manque de postes supplémentaires en personnels atoss, surveillants, enseignants, au manque de structures permettant de retrouver une activité normale : salle des profs, CDI, cantine, salle informatique, salles d'étude, pour les collèges et les lycées, sans parler de la reconstruction des bâtiments. Où ? quand ? comment ? restent les questions enveloppées d'un flou artistique. Il faut en général trois ans pour une construction d'établissement, entre les appels d'offres, les accords, les financements et autres procédures. Cela signifie, pour un grand nombre d'entre eux, d'une vie en "algécosville" pendant des mois. Et qu'en est-il du retour sur le lieu du traumatisme, l'école sinistrée ? Tout en souhaitant la reconstruction de leur établissement scolaire, bon nombre d'enseignants et de parents s'angoissent à travailler et mettre leurs enfants dans la proximité d'une si effrayante machine de mort : le pôle chimique sud toulousain.

Traumatismes des uns, arrogance des autres

Le choc psychologique est important et sous-estimé par les pouvoirs publics. Dans les classes, les cantines, les élèves lèvent toujours le nez au ciel quand un avion passe, sursautant aux bruits les plus anodins et véhiculent des rumeurs sur le thème : Toulouse rayée de la carte. C'est que la peur, que l'on voudrait derrière soi, se conjugue au présent. Et si l'on ne se bat pas pour que ça change, elle se conjugue au futur. Quel parent ignore maintenant que le monstre chimique continue à frapper, par ses multiples polluants, et qu'en cas de sur-accident, la zone sinistrée, et avec elle une grande partie de l'agglomération toulousaine, n'a aucun moyen de se confiner ? Qui n'a pas vu passer les directives rectorales incitant les enseignants, deux mois après l'explosion à faire des déclarations d'accidents en cas d'éventuelles séquelles ? Qui ne s'est pas entendu conseiller de demander une attestation de présence de son enfant à l'école ce même jour, et de l'envoyer à son assurance scolaire ? Pourtant, si l'on en croit les pouvoirs publics, le nuage n'était pas toxique ?

Une seule alternative : la fermeture du site

Pour les habitants et les enseignants de la zone sinistrée, ce n'est pas la ville qui doit laisser la place aux usines, ce sont les usines qui doivent laisser la place à la ville. Maintenant qu'on y est, on y reste, il fallait y penser avant : avant qu'on donne les permis de construire, avant qu'on implante commerces et écoles, collèges et lycées, gymnases et maisons de quartier, immeubles HLM et crèches.

> Gisèle Verschelde

massive et efficace au mal logement ! Si c'est possible pour les sinistrés, c'est un appel d'air pour les mal-logés d'avant le 21 septembre !

Le Coquelicot : L'explosion a non seulement détruit 11 000 logements mais aussi mis à jour une politique du logement sur la ville bien au-dessous des besoins, qui marginalisent les SDF, les mal-logés, les étudiants, toutes ces populations. Est-ce une dimension prise en compte par la commission logement ?

Isa : Pour cette commission, l'attribution de logements pour les sinistrés comme pour les mal logés, est un engagement préalable. C'est une orientation politique du collectif car les mal logés sont des sinistrés indirects ce qui a été énoncé clairement en assemblée générale. Si nous demandons des solutions de relogement, elles sont pour les sinistrés et pour les mal logés, c'est fondamental.

Frédo : Car, dans les mesures exceptionnelles ne sont pris en compte que les sinistrés et, si l'on était hébergé chez un sinistré, on rentre alors dans les dispositifs de droit commun déjà saturés comme les centres d'hébergement, lieux d'accueils temporaires d'autant qu'il n'y a plus de logements sur le marché ! Comme il y en avait déjà très peu avant le 21 septembre, il n'y en a plus du tout aujourd'hui. Le collectif a donc tout intérêt à prendre la tota-

lité de la dimension des sans logis au-delà des sinistrés.

Le Coquelicot : Comment, deux mois après la catastrophe, se structure la commission logement ? C'est un retour du DAL ou autre chose ?

Frédo : DAL le retour, comme Rambo, non ! On n'a pas de retour à faire, car il n'y a pas eu départ ! Le DAL n'était qu'un outil pour le logement, si cela ne se passait pas au sein du DAL, cela se passerait ailleurs. Aujourd'hui c'est dans le collectif Plus jamais ça, demain ce sera dans d'autres instances. Mais les militants du DAL ne sont pas aussi nombreux que cela. Ils se retrouvent aujourd'hui avec tous ceux qui ont cette sensibilité-là. Pour un retour du DAL qui « investit », qui « drive » ou « noyautent », ce n'est qu'une mise à disposition du savoir-faire au service du collectif. C'est donc autour de ces militants qui ont l'expérience d'organisation d'une réquisition tout en sachant répondre aux pouvoirs publics que les actions s'élaborent. La difficulté et bien d'arriver, comme dans bien d'autres collectifs, syndicaux, politiques ou autres, à former des nouveaux qui puissent prendre le relais, surtout sur le droit concernant le logement. Ce sur quoi a buté le DAL d'ailleurs. Nous n'avons jamais voulu jouer la carte de l'étiquette mais plutôt celle de la mise à disposition d'un savoir-faire.

> Propos recueillis par Vaporetto

La peur se conjugue au présent.

UNE LIBERTÉ QUI S'INVENTE

La lutte des Aârouchs en Algérie

Un regard d'étranger n'est pas nécessairement un regard étranger. Il n'y avait pas de frontières au drame subi il y a quelques mois par une jeunesse qui, désarmée, perdait la fleur de sa vie dans la ligne de mire des armes de guerre.

L'enfant, l'adolescent, la mère de famille de Kabylie, assassinés par les armes de la gendarmerie, rejoignent, dans la mémoire collective des crimes impunis, les enfants de Palestine ou ceux d'Afghanistan. Mais au-delà de l'émotion, il nous est apparu aussi très évident, à entendre les slogans, à lire les communiqués, et surtout à voir le mode d'organisation que se donne le mouvement populaire en Kabylie, que cette révolte n'est pas seulement locale, ou circonstancielle, mais illustre clairement et massivement les combats démocratiques nouveaux qui se développent en Europe même. Le sens qu'elle se donne en a alors amplifié l'écho outre-Méditerranée.

La démocratie en crise

Paradoxalement ce mouvement qui reprend à son compte le nom des anciennes structures traditionnelles de l'organisation sociale villageoise Kabyle, les Aârouchs, s'emploie à une redéfinition qualitative du concept de démocratie, à l'orée du nouveau millénaire.

Ce n'est pas la première fois que les sociétés en crise de renouvellement se reposent sur des modes anciens d'organisation pour se propulser dans la modernité. Il en fut ainsi en Ukraine avec la commune rurale (le Mir), ou en Catalogne avec les collectivités agricoles, ce qui faisait dire à Marx, en 1881, par rapport à la Russie, que la transformation sociale ne pouvait aller sans « un

retour des sociétés modernes à une forme supérieure d'un type archaïque » (cité par Jaime Semprun dans son ouvrage *Apologie pour l'insurrection algérienne*).

Or la démocratie européenne est en crise : la fracture entre les partis politiques et la population, la bureaucratie exponentielle des institutions, l'opacité des pouvoirs soumis aux pressions occultes des lobbies industriels et financiers, quand on ne parle pas de corruption franche, l'émergence de la « société civile » (le concept même, étrange en démocratie, suppose que la sphère de la représentation politique ne l'est plus), implique soit que les individus, organisés collectivement, reprennent pouvoir sur leur existence, soit que la démocratie elle-même disparaisse au profit d'un gouvernement mondialisé des technocrates. L'émergence, en France, de collectifs comme les Motivé-e-s (très proches dans leur mode d'organisation démocratique de celui des Aârouchs) est l'expression de cette nécessité citoyenne de réinventer le politique.

C'est parce que l'Algérie est une toute jeune nation, propulsée inégalement dans un temps qui s'accélère, qu'elle achève, avec la génération vieillissante au pouvoir, la référence mythique et consensuelle à la décolonisation, qu'elle a calqué son développement sur des prototypes extérieurs soit obsolètes (modèle soviétique à l'indépendance) soit en crise (modèle français depuis 1988), qu'il lui est vital et peut-être plus

facile d'inventer une nouvelle démocratie, voire un nouvel État.

Se réapproprier l'histoire

Le désordre n'est rien d'autre que la traduction du maintien d'un statu quo au sommet qui ne correspond plus aux nouvelles nécessités de l'organisation humaine. Rien n'étant jamais octroyé d'en haut, c'est toujours au mouvement social qu'il incombe de subvertir les rapports humains et de réinstaurer l'harmonie. Bien sûr le Mouvement des Assemblées, dit Coordination des Aârchs, Dairas et Communes, met d'abord en perspective 40 ans d'histoire nationale. La marche d'Ifri Ouzellagen, la référence à la charte de la Soummam, au rapport entre le politique et le militaire posé par Abbane Ramdane, au conflit entre l'armée des frontières et les maquisards (« Nous sommes des civils, ils sont des militaires et nous sommes à l'intérieur, ils sont à l'extérieur ») pose symboliquement la volonté de se réapproprier l'histoire algérienne. Les États font toujours du révisionnisme historique. L'histoire devient raison d'État, secret confidentiel, captation privative et infondée du patrimoine face à des acteurs-citoyens devenus sans mémoire. La France en sait quelque chose, avec ses faux résistants et ses vrais collaborateurs, ses généraux tortionnaires et ses politiciens ordonnateurs de basses œuvres, et ses noyés d'octobre 1961. Les Aârouchs en redonnant au peuple algérien le sens de son histoire, redéploient l'épopée de la guerre d'Indépendance d'hier dans le mouvement de libération civile d'aujourd'hui.

Réinventer la citoyenneté

Plus encore, se définissant comme « mouvement », garantie civile de l'affirmation citoyenne et de la démocratisation de la vie publique, revendiquant « un État garantissant tous les droits socio-économiques et toutes les libertés démocratiques », « la mise sous l'autorité effective des instances démocratiquement élues de toutes les fonctions exécutives de l'État ainsi que les corps de sécurité », et « contre les politiques de sous-développement, de paupérisation et de clochardisation du peuple algérien », demandant une allocation chômage aujourd'hui inexistante, ils définissent implicitement un projet de société même si, avec prudence et peut-être sans illusion excessive, ils laissent aux partis politiques le rôle de l'explicitier.

Le Mouvement des Assemblées de Kabylie est donc clairement un mouvement au contenu national, ouvert à toutes les autres régions. Mais il lui manque une revendication essentielle. La plate-forme d'El Kseur exige la fin de la « Hogra » et de « toutes formes d'injustice et d'exclusion. » C'est cet article (n° 13) qui, nous dit-on, sous-entend la situation des femmes en Algérie. Il eût été préférable, pour l'explicitation des revendications et l'élargissement de la solidarité, que ce soit dit en toutes lettres, et que soient reprises sans ambiguïté les revendications des associations féminines algériennes. Car on ne peut revendiquer pour soi la fin de l'exclusion et de la Hogra et ne pas la revendiquer pour celles qui constituent plus de 50 % de la population. Le rapport critique de l'inter-Willaya de Tubirett-Imceddalen d'août 2001

La fin de toutes les formes d'injustice et d'exclusion.

notait d'ailleurs comme point faible l'absence de l'élément féminin et encourageait la participation des femmes dans le mouvement. Cette recommandation disparut par la suite. Cette exclusion reflète sans doute la composante sociologique du mouvement, plus rurale que citadine et plus populaire qu'intellectuelle.

Vient enfin la volonté de reconnaissance de la diversité culturelle. De ce côté, Européen, de la Méditerranée, et plus rapidement en Espagne qu'en France, la conscience post-jacobine conçoit qu'une nation peut être d'autant plus soudée qu'elle reconnaît ses différentes cultures. Cet équilibre de l'un et du multiple est sans aucun doute un des attributs des nations démocratiques modernes. La revendication amazigh, qui ne serait plus un tabou, au dire même des autorités algériennes, lié au slogan mille fois vu lors des manifestations d'un « Algérie une et indivisible », est l'expression de cette modernité algérienne. Ce Mouvement des Assemblées, la vitalité qui le pousse à venir à Alger aider les victimes de Bab el Oued, alors qu'il est encore en résistance sur son propre territoire, est une chance inouïe pour l'Algérie et le Maghreb.

L'expérimentation de la démocratie directe

Mais l'exemplarité de son mode d'organisation est ce qui encore nous stupéfie le plus. Il correspond, en plus élaboré, aux formes démocratiques les plus innovantes du mouvement social en France. Que les moyens de lutte doivent correspondre aux finalités que l'on se donne, que la fin ne justifie pas les moyens, que la démocratie doive être un outil pédagogique pour ceux qui l'emploient, chacun étant toujours l'étudiant d'une liberté qui s'invente, voilà ce que dit le Mouvement des Assemblées. Scellée par un Code d'honneur qui lui refuse toute dérive électoraliste ou régionaliste (article 5 et 8 du Code) la démocratie directe est basée sur le rôle

des assemblées générales, la rigueur des mandats, l'autonomie organisationnelle des coordinations communales, et surtout la présidence tournante (bureau du conclave composé de 2 membres de la présidence sortante, 2 membres de la présidence en exercice et 2 membres de la prochaine présidence).

Cette démocratie est principe fondateur et outil de mobilisation: elle explique, malgré les difficultés qu'elle comporte (lourdeur, lenteur, fatigue, risque de manipulation), la permanence de la mobilisation. Présents lors d'un conclave de la Coordination des Aârchs, Dairas et Communes de la Willaya de Tizi-Ouzou cet automne, nous étions conscients, avec enthousiasme, de participer à un moment historique. Dans l'automobile qui nous amenait au lieu du conclave nous nous étonnions de ce qu'autant de délégués, à travers de petites routes, de gorges peu sûres et de chemins de terre battue grimant dans la montagne, viennent ici, au village de la présidence tournante, pour deux jours et deux nuits de débats interminables. La tonalité des débats détonnait aussi avec la longueur des interventions, la suffisance des tribuns s'écoutant parler, les rancœurs non dites et accumulées auxquelles nous étions habitués en France.

Sociologiquement il était très évident que les notables kabyles étaient absents. C'était bref, concis, direct et supposait une réponse franche et précise. Et même les altercations extrêmement vives auxquelles il nous fut donné d'assister, accumulation de fatigue sur un tempérament vif, montraient que la fraternité (ah, ces embrassades et ces magnifiques excuses d'après bagarre à la tribune) ne supportait pas de zone d'ombre. C'est que ces assemblées ne travaillent pas au Politburo, mais au consensus ou « à défaut, à la majorité des 3/4. ».

De multiples adversités

Maintenant disons que ce mouvement social a face à lui trois grands

adversaires. D'abord le pouvoir qui joue le pourrissement, laisse un peu plus le service public à l'abandon en en faisant endosser la responsabilité aux Aârouchs, fractionne les revendications, s'invente des interlocuteurs (les délégués Taïwan) et laisse croire à la division, brise les marches populaires au seuil d'une nouvelle frontière par son arbitraire inventée (Naciria, près de Boumerdes). Ensuite les islamistes officiels et clandestins qui reconnaissent ici l'émergence populaire d'un projet de société contradictoire au leur. Enfin, certain parti démocratique qui voit dans les coordinations une atteinte à son leadership, et qui est prêt à toutes les méthodes pour casser le mouvement de l'intérieur. Nous avons assisté à des pratiques qui fleurent les pires années du stalinisme. Entre-temps la « maladresse » de deux élus de ce parti décorant des gendarmes (ceux-là même qui ont assassiné les jeunes Kabyles) aura peut-être dissipé les brumes du « qui fait quoi ». Tout cela est logique. Les mouvements de démocratie participative, dimension mafieuse et totalitaire en moins, sont en France en butte aux mêmes hostilités. Jugés incontrôlables (mais, monsieur, de quoi le peuple se mêle-t-il en démocratie?), et surtout concurrentiels pour les partis de gauche, ils sont en butte à toutes les accusations: populisme, démagogie, collusion avec le pouvoir, etc. Ils attaquent un fond de rente et de commerce. Ici comme en Algérie. Le quatrième danger serait l'abandon, pour des raisons pratiques, de ce fonctionnement qui, du plus petit village aux cités surpeuplées des grandes villes, mobilise les citoyens et si les Coordinations le veulent, les citoyennes. Danger que celui-ci ne puisse trouver en lui même les améliorations nécessaires. Mais jusqu'à présent, reconnaissons que les Aârouchs ont toujours fait preuve d'une grande imagination et d'une énorme capacité d'adaptation.

► Le collectif de l'association
ARCAM-France

DES CHIFFRES ET DES MAUX

15 % C'est la nouvelle participation financière du groupe Lagardère, Hachette, Filippachi Médias au capital de *La Dépêche du Midi*. On trouve aussi à hauteur de 6 % le pharmacien Pierre Fabre. Se trouve ainsi réunis les missiles du groupe Lagardère et la pharmacie de Pierre Fabre. Les USA n'ont rien inventé en expédiant bombes et nourritures au peuple Afghan.

50 000 dollars. C'est la somme que devront déboursier les riches Chinois à la retraite pour habiter dans une « commune » située à 600 mètres de la Grande Muraille. En 1958, les communes populaires étaient des unités de productions. Mao réveille-toi le monde capitaliste est devant toi.

4,7 C'est le nombre de personnes infectées par le virus du Sida en Afrique du Sud. Là-bas ils ont un clergé bien éclairé par les lampions du Vatican. En effet ces chers calotins se sont réunis pour nous dire que « la conférence des évêques catholiques d'Afrique du Sud vient d'affirmer que l'usage du préservatif pourrait être l'une des principales raisons de la propagation du Sida ». Comme le pape ils doivent le mettre à l'index!

2 millions de dollars. C'est le coût journalier du pilonnage du Vietnam entre 1964 et 1974. Ce bombardement quasi quotidien n'a pas évité le Laos. On estime que 20 % des bombes tombées sur ce pays n'ont pas explosé. Ils pourraient les revendre aux USA et, compte tenu de l'inflation guerrière, en tirer un bon prix.

3,50 francs soit 1,5 euro. C'est le salaire horaire que verse aux réfugiés, une filiale de Sodexo, à ceux qui par chance arrivent en Angleterre. C'est-à-dire dix fois moins que le salaire minimum dans ce pays de la libre entreprise. Ils sont embauchés pour nettoyer et cuisiner dans les centres d'accueil et c'est tout bénéfique pour l'entreprise UK Detention Services, filiale du groupe français.

► Bibass

Les moyens de lutte doivent correspondre aux finalités.

LE JOURNAL QUI BOUGE

Palestine toujours

Tant de choses ont été dites sur le conflit israélo-palestinien, c'est vrai. Pourtant quand nos amis palestiniens, Chadia, Abdel et Oualid parlent, on peut enfin mettre des visages sur des informations.



Abdel et Chadia sont étudiants. Abdel a connu la prison et la torture pendant la première Intifada pour distribution de tracts appelant à la paix et à la création d'un État palestinien. Chadia est Vénézuélienne d'origine palestinienne, Oualid, Palestinien de Jordanie, est informaticien en France depuis treize ans.

Tous les trois sont membres de l'association à but culturel « Palestiniens en France », qui travaille en collaboration avec d'autres collectifs.

Abdel : Depuis les accords d'Oslo en 1993, la Palestine est divisée en « territoires autonomes » sous contrôle palestinien, « territoires mixtes » sous contrôle israélo-palestinien et territoires « sous contrôle israélien. » Mais, en réalité, les chars israéliens sont présents partout, rasant des terrains agricoles, des habitations; ils bombardent sans distinction, établissent des « checks-points » même dans les parties autonomes. Les habitants d'une ville autonome ne peuvent se rendre dans une autre ville autonome sans passer par les « checks-points » où ils sont à la merci du caprice d'un soldat israélien.

Chadia : L'implantation des colonies a commencé avant même la création de l'État d'Israël. Elle constitue la base de l'État sioniste qui cherche à devenir à tout prix majoritaire en vue de contrôler le terrain. Aujourd'hui encore, les colons arrivent sur des terrains palestiniens, avec leurs bulldozers, protégés par l'armée israé-

lienne. Pour commencer, ils installent des préfabriqués qui abritent une dizaine de colons armés. Ils mettent en place les structures de la future colonie: maisons, écoles, branchements de l'eau, de l'électricité. Les colons sont souvent les plus extrémistes des religieux juifs; pour eux, les occupants sont les Palestiniens qui se sont accaparés de la « Terre promise » à leur peuple. Actuellement, on compte environ deux cent mille colons en Cisjordanie et à Gaza et cent quatre-vingt mille colons à Jérusalem-Est. Ils contrôlent leurs lieux d'implantation et les routes qui mènent à Israël. Ils bloquent les villes



En Cisjordanie...

palestiniennes qui deviennent des enclaves pour leurs habitants. C'est le cas de Gaza et de la Cisjordanie, celle-ci est coupée en trois enclaves, bien qu'elle soit zone autonome.

Les récoltes invendues pourrissent

Oualid : Israël impose un blocus total à tous les territoires depuis la première Intifada. Les gens ont de plus en plus de difficultés pour aller travailler en Israël. Les Israéliens coupent les points de passage; ils imposent des punitions collectives si un Palestinien a agressé un soldat. Ils voudraient que le peuple s'oppose aux résistants et qu'ils les accusent de leur supprimer la possibilité de travailler. Mais ça ne marche pas. Par ailleurs, Israël bloque parfois les frontières extérieures avec la Jordanie et

l'Égypte. Les Palestiniens ne peuvent vendre leurs produits, ni importer ni exporter; les récoltes invendues pourrissent. Les Israéliens encaissent les taxes d'import-export; ils devraient les reverser à l'autorité palestinienne. Depuis le début de la deuxième Intifada, l'État palestinien ne touche pas ces taxes, ce qui le met dans une situation financière très grave. Les Israéliens imposent une double taxe sur les produits des organismes humanitaires.

Les écoles manquent aussi de moyens; il ne faut pas oublier qu'entre 89 et 91, il était interdit aux enfants de fréquenter l'école, aussi des particuliers réunissaient clandestinement chez eux des petits groupes d'enfants.

Abdel : Savez-vous que pendant longtemps le mot « Palestine », on ne pouvait ni le prononcer ni l'écrire? C'était un crime jusqu'en 93. J'ai connu des maîtres qui ont été virés pour avoir écrit ce mot sur le tableau. Ceci pour rappeler les souffrances et les humiliations qu'ont endurées et qu'endurent encore les Palestiniens. Chadia. La majorité des réfugiés vivant dans ou hors de Palestine sont dans des camps; ils n'ont que des documents de voyage; ce sont des apatrides. Ils ont connu des massacres.

Oualid : Les Palestiniens sont représentés dans le monde par l'OLP qui regroupe un ensemble de mouvements à idéologie politique nationale ou communiste: le Fatha, parti de Yasser Arafat, le FPLP à tendance marxiste, le Front démocratique de la libération, le Parti communiste font partie de l'OLP. Le Hamas et le Djihad se basent sur une idéologie religieuse. Israël a été à l'origine du Hamas espérant y trouver des adversaires de Yasser Arafat.

Chadia : Les principales sources d'eau sont contrôlées par les Israéliens et les meilleures détournées. Une famille de colons israéliens de 4 ou 5 enfants a droit à 15 fois plus d'eau qu'une famille palestinienne de 10 enfants. La consommation d'eau est strictement contrôlée. Dans mon village, nous avons deux sources importantes. Aujourd'hui on est obligé

Les chars israéliens sont présents partout.

QUI SOMMES-NOUS ?

Alternative libertaire

Alternative Libertaire se situe dans la continuité du mouvement libertaire ouvrier international dont nous repreneons les idées-forces sans rejeter les acquis positifs des autres courants. Nous luttons pour la redistribution des richesses, une égalité réelle entre hommes et femmes pour construire une société autogestionnaire sans État et sans classes basée sur une production motivée par les seuls besoins, le pluralisme et la démocratie directe.

Pour mener ce combat, nous construisons une organisation révolutionnaire autogérée, implantée parmi les travailleurs, dans la jeunesse et active dans les mouvements sociaux. Nous voulons contribuer à une renaissance du combat révolutionnaire et antiautoritaire de masse, une refondation du socialisme à l'horizon du XXI^e siècle. Pour atteindre ce but, notre stratégie politique repose sur une dialectique entre deux niveaux d'expression et d'organisation distincts et complémentaires :

— l'organisation et le développement d'un nouveau courant libertaire « lutte de classe » ;

— l'émergence d'un vaste mouvement anticapitaliste et autogestionnaire, où le nouveau courant libertaire s'intégrerait sans disparaître.

Alternative Libertaire est l'héritier d'une presse communiste libertaire française, qui des années cinquante à nos jours, a pris position, a soutenu des luttes, des expériences et essaye

de faire entendre une autre voix. C'est un journal qui dénonce mais aussi qui tente de reconstruire d'autres horizons, d'autres utopies au travers de débats, de partage d'expériences, de coups de gueule. C'est un point de vue que nous publions, celui des acteurs du quotidien, celui que nous défendons, l'expression d'un courant politique.

Lecteurs, lectrices du *Coquelicot*, vous pouvez vous abonner à *Alternative Libertaire* : BP 177, 75967 Paris Cedex 20, en libellant un chèque au nom de Agora 2000, (abonnement simple 90 F ou abonnement de soutien 140 F). Vous pourrez aussi le trouver en dépôt à la librairie Ombres Blanches.

Au sommaire du n° 102 de décembre 2001 : Sommet européen de Bruxelles / Medef, un fléau social / Brassens et les anarchistes / Brest, vivre et lutter.



Dans les rues de Bethléem...

d'acheter des citernes d'eau à plusieurs kilomètres de chez nous. Une citerne coûte entre trois cent et quatre cents francs. Les bases militaires israéliennes sont toutes établies près d'une source. Les Palestiniens boivent de l'eau à forte proportion d'eau de mer, ce qui provoque des maladies graves chez les enfants. Il nous est interdit de creuser des puits, même dans sa propriété, même en territoire autonome.

Un conflit territorial, pas religieux

Abdel : Je n'admets pas que des gens comme Bush se mettent soudain à réclamer un État palestinien pour s'attirer la sympathie du monde arabe. Je ne suis pas d'accord avec ceux qui sont heureux de l'attentat de Manhattan qui a tué des innocents. Bush a la même réaction que Saddam Hussein ou Ousama Ben Laden qui se souviennent soudain du problème palestinien.

Chadia : Les médias parlent de la Palestine d'une façon manipulée. Israël n'aime pas le Palestinien qui voyage, car c'est un journal qui bouge.

Abdel. Nous voulons la paix. En 93,

après les accords d'Oslo, nous sortions dans les rues pour manifester notre joie. Certains embrassaient les soldats israéliens en leur donnant des rameaux d'olivier.

Qualid : Je crois que si nous avons chacun notre État, on sera capable d'oublier le passé et de vivre côte à côte. Les Palestiniens ne réclament pas la disparition d'Israël, contrairement à ce qu'affirment certains médias.

Chadia : Depuis un an, des personnalités très en vue en Israël remettent en cause l'occupation de la Palestine ; ils parlent même de racisme, d'apartheid. Ils refusent à Israël le monopole de parler au nom de tous les juifs du monde. Critiquer Israël, ce n'est pas être antisémite ; le conflit israélo-palestinien est un conflit territorial ; ce n'est pas un conflit religieux.

Abdel : Vous pouvez nous aider de bien des manières : boycotter les produits israéliens, parler du conflit ; aller sur place, car celui qui voit sur le terrain revient transformé, trouver des moyens culturels, tel le théâtre, pour sensibiliser l'opinion.

► Entretien réalisé par Gaby

Interdiction de creuser des puits.



MA P'TITE ENTREPRISE

C'est la faute aux "franchisés"

Suite de notre série sur les résistances au quotidien à l'uniformisation du marché: installés au début de la rue Pharaon, Jean-Louis et Valérie défendent une approche différente du métier de photographe de quartier. Le Coquelicot est passé par là.

Jean-Louis: Nous avons ouvert en juin 1999. Nous ne sommes pas des commerçants dans l'âme, c'était une reprise et reprendre ce studio photo avec un pas de porte et une vitrine, ce n'était pas évident. J'ai repris aussi la clientèle. C'était une aventure. Avant j'étais prof de photo!

L'aventure c'est de rencontrer des gens. Sur la clientèle du début on en a perdu un peu mais on en a gagné aussi même si ce sont les plus fauchés.

C'est un quartier où il y a beaucoup de personnes âgées et ce ne sont pas ceux-là qui partent en voyage et qui ont des tirages à faire. Les jeunes avec leurs enfants quittent le quartier pour faire construire une maison en périphérie, donc on ne les voit plus. On travaille avec le tribunal, le quartier, les habitués. J'ai aussi diversifié les activités du studio. Quand j'ai repris le studio il n'y avait que le comptoir (vente et développement des pellicules) et les photos d'identité. Je fais du portrait, des photos de bijoux, des reproductions de tableaux, un peu de numérique et beaucoup de labo noir et blanc, ce qui est intéressant car nous sommes peu à le faire sur la ville. Je fais aussi des prises de vue industrielles à l'extérieur. Et il reste plein de choses à développer.

Je fais à peu près 1500 photos d'identité par an dont 50 par mois pour la Croix-Rouge. Il s'agit de photographier des sans-papiers ou des demandeurs d'asile qui viennent d'arriver en France ou qui viennent de changer de région et qui ont besoin de photos pour faire établir leurs papiers administratifs. La Croix-Rouge m'a demandé un coup de main pour faire ce boulot moins cher. C'est sympathique car c'est une autre population qui arrive dans le magasin et elle se côtoie avec les bourgeois emperlousés. En ce moment beaucoup de Tchétchènes arrivent, avant

il y avait des Ukrainiens et des gens de l'Est en général. J'ai au moins une famille par semaine, et ce sont des grandes familles... Sinon ça m'a permis de connaître tous les SDF de la ville! Et beaucoup d'Algériens aussi. Je me rappelle l'un d'entre eux qui m'avait sorti tous ces papiers de son carnet, avec des photos de famille, des cartes postales: «Regarde, ça, c'est ce que je vois de ma maison. J'y reviendrais. Là c'est mon frère».

Ma femme travaillait avec moi à mi-temps depuis l'ouverture; là elle est en congé parental. Et le studio n'a vraiment pas les moyens de créer un vrai poste à plein temps. Les charges sont trop lourdes pour embaucher un employé même à mi-temps, ce qui m'oblige à être présent dans le magasin. J'ai énormément de demandes de stages mais je n'en prends pas car je suis persuadé qu'on n'apprend pas le métier en étant derrière un comptoir et je ne peux proposer rien d'autre. Vu la complexité du CAP il faudrait pouvoir faire un peu de tout, or moi je ne fais pas de tirage couleur et je ne travaille pas à la chambre photographique. Donc un stagiaire chez moi ne ferait que du noir et blanc et, épisodiquement de la prise de vue au moyen format et surtout du comptoir ce qui n'offre pas d'intérêt particulier pour le CAP. C'est ce qui se passe chez d'autres photographes mais ils ne le disent pas... Ils exploitent des apprentis et ceux-ci n'apprennent rien.

Il y a quelques années j'avais un projet photo que je n'ai pas eu le temps de terminer: mon truc c'était de photographier l'entrée des villes, les rocade, les zones industrielles... de placer en dessous les noms des villes et de permettre ainsi au spectateur de se rendre compte qu'elles se ressemblent toutes, que toutes les banlieues sont identiques... Pour moi l'intérêt du studio

c'est la proximité. On travaille avec les personnes âgées qui n'iront pas ailleurs parce que c'est loin, avec les architectes du quartier qui sont pressés, tous les professionnels du quartier, le tribunal qui est à côté. C'est aussi la qualité et puis c'est l'accueil. Ici tu peux rentrer ton vélo, ton chien, tu peux discuter. C'est pas impersonnel. J'ai toujours des clients qui sont devenus des copains qui passent des heures à discuter. Ce qui fait que souvent le client qui entre s'y intègre et se sent bien. Ça leur fait cinq minutes de récréation. Il y en a qui s'assoient, qui racontent leur plaidoirie, qui expliquent les aberrations du système, on parle politique. On a beaucoup discuté de l'explosion. Là, dans le magasin, j'avais une sinistrée et une avocate en pleine discussion.

Valérie: Et ça, c'est ce qu'on voulait que ça soit! Nous n'avons pas eu le temps et les moyens de faire les transformations qui auraient encore accentué ce désir mais ça viendra! C'est un peu comme le coiffeur qui est à côté. Son côté «je suis bien autre chose qu'un coiffeur» avec la machine à café, les revues, le dernier salon où l'on cause... Mais lui a aménagé son magasin dans cet esprit-là et tu le comprends bien en le voyant de l'extérieur alors que nous n'y sommes pas encore. Quand on va dans le centre ville c'est beaucoup plus impersonnel, il n'y a que du passage et aucun contact humain.

Jean-Louis: J'ai un copain qui a travaillé chez Photo-service et qui me disait que ce qu'on fait ici c'est impossible dès que tu as une franchise (Photo-service, Photo-A, Photo-station, Foci). Tu ne peux plus travailler de la même manière. Tu n'as pas le temps de donner une minute aux clients si elle n'est pas rentable. Ils sont surveillés en permanence... Même si nous, on a beaucoup de boulot on prend le temps de discuter. On répond à plein de sollicitations ou de demandes de conseil, ce que les franchisés ne peuvent pas faire, ne considèrent pas comme rentables ou sont incapables de remplir par incompetence. Mais bon, c'est un choix.

> **Propos recueillis par Caillou**

« Ici, on prend le temps de discuter... »



LIBER... TERRE

“Ma chère amie,

● Je t'écris devant la seule fenêtre qui est encore en état. Devant les autres, du plastique, et du contre-plaqué. Et de ma fenêtre transparente, je vois la tour rouge et blanche de l'usine. Au pied de la tour, tout n'est que ferraille tordue et béton crevé. Mais au milieu des décombres, debout, la tour nous nargue, prête à frapper de nouveau. Je ne supporte plus d'être dans sa ligne de mire. Je voudrais fuir mais où aller? Le monde est plein de ces bombes à retardement qui peuvent attenter à nos vies comme bon leur semble, fidèles aux

enjeux économiques qui mènent la planète. Depuis que les bombardements ont commencé à Kaboul, je pense à toi sans cesse. J'ai vécu le début de la guerre que tu n'as pas choisie dans l'épouvante de l'explosion que je n'ai pas choisie. Nos dirigeants ne savaient pas qu'AZF sauterait à dix heures dix-sept à Toulouse, mais les vôtres ont su l'heure exacte à laquelle commenceraient les frappes, diffusée avec autant de précision détachée qu'on annonce une rencontre au sommet. C'était dix-huit heures et quelque, j'ai revu ton visage,

l'éclat de ton sourire. Ici, pas de bombes à fragmentation, du verre explosé tranchant dans les artères, scalpant, lacérant les yeux. Chaque fenêtre devenue, pour quelques secondes, la bombe devant laquelle nous avons eu la chance de ne pas nous trouver. Que deviens-tu? Dans cette pseudo guerre de religions, vouée à la puissance et à l'argent, avez-vous comme moi un ange gardien qui veille sur vous? Comment faites-vous avec? Depuis l'explosion je me sens comme dans un pays en guerre, et pourtant je mesure, pour vous, la douleur de la vraie guerre, celle qui brouille les perspectives. Ton pays est un lambeau de chair humaine que se disputent des chiens hargneux. La seule ressemblance, c'est qu'ici, pour ceux qui ont vécu l'explosion, la

vie n'a plus la même valeur: on la sent fragile, prête à nous quitter à chaque pas. Le site chimique est dangereux, la zone dévastée de la ville ne peut appliquer les mesures de confinement, et les gens dans leur gîte sans fenêtres, sentent la morsure du froid, du désespoir et de la colère. Mais tout ce que je te raconte doit te paraître dérisoire. Mon amie d'un pays en guerre, ici ce sont les tyrans de la chimie qui mènent la danse macabre, chez vous, les pays gavés au pétrole entament une énième partie d'échecs. Ceux qui meurent ne sont pas sur l'échiquier.

Prends garde à toi. Je t'embrasse tendrement. »

Abderrahim
 > Valmat

LIBRES LIVRES

Pourquoi faucherons-nous encore des OGM ?

20 F, 146 pages

Commander au

Collectif anti-OGM BP 5

09240 La Bastide de Sérou



Pourquoi devenir faucheurs d'OGM? Simplement pour dire non à une société qui se contrefiche de l'avenir de l'individu, qui criminalise l'opposition en tentant par là même de museler la contre-information. Qui peut avoir envie de finir « génétiquement modifié »? Ce recueil de textes, témoignages et analyses retrace la journée du 5 septembre

2000, jour de procès en ville de Foix. Cent quarante pages pour comprendre et 20 F pour soutenir le collectif de La Bastide de Sérou, un bon plan (naturel cette fois!) non?

> Angès

Je hais les matins

Jean-Marc Rouillan

2001, Denoël, 99 F

Si J.-M. Rouillan écrit, c'est d'abord pour sauvegarder sa mémoire. C'est si facile de devenir amnésique et sombrer dans la folie après des mois et des mois, des années et des années d'isolement total. Alors il se souvient de 68, de la rue Gay-Lussac. Les lacrymogènes lui piquaient les yeux. Il se souvient de son copain Puig Antich garrotté; des méthodes de la police politique franquiste qui arrive à faire parler les muets et les agonisants; des procédures expéditives du *sumarisimo* [1]. Il se souvient aussi de Maria à Toulouse, de son accent mutilé d'un long exil et de sa commode. Il se souvient de la 4 CV familiale de son enfance. Même s'il s'en défend, il se souvient aussi de l'odeur des sous-bois quand ils allaient aux champignons dans la forêt d'Orléans et tant d'autres choses.

J.-M. Rouillan ne parle pas que de lui à travers ce livre. Il donne la parole aux détenus qui l'entourent. Les témoignages se bousculent sur la vie quotidienne carcérale, tous aussi bouleversants les uns des autres comme celui de ce jeune « perpète » qui en arrive à souhaiter le rétablissement de la peine de mort plutôt que cette mort lente, à petit feu qu'on veut lui imposer.

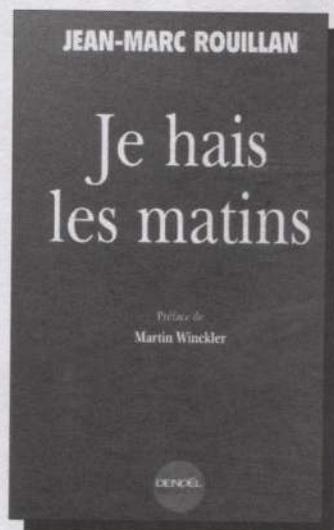
C'est un livre qui dénonce. Le bon sens populaire sait bien qu'on ne frappe pas un chien attaché sinon il devient méchant. On accepte et on trouve tout à fait normal que quelques dingues de la trique s'acharnent sur des hommes enchaînés. Après des mois de tabassage au quartier d'isolement de la maison d'arrêt de Tarbes, un pauvre Gascon a perdu la raison. Ce livre dénonce haut et fort les processus planifiés de destruction physique et mentale et la politique des longues peines.

Il revendique la libération des prisonniers dont l'état de santé n'est plus compatible avec la détention (Georges Cipriani, Nathalie Ménigon et tant d'autres), le regroupement politique, géographique, la fermeture des QI.

L'ouvrage a réussi à franchir le mur non sans mal lors d'une série de luttes menées en novembre 2000 à la centrale de Lannemezan. Six détenus sont transférés précipitamment dont Rouillan. Au passage l'ordinateur et les deux premiers chapitres sont confisqués. C'est un peu de Rouillan qui s'est évadé. Alors saurons-nous l'entendre? Saurons-nous les entendre?

> Amapola

[1] Tribunal militaire qui jugeait les détenus politiques en Espagne pendant la dictature du général Franco.



Saurons-nous les entendre ?

LES MURS EN PARLENT



De toutes les Marie, la Jeanne est la meilleure.

POT DE VIN ET COPINAGE

L'Arbre vivant!

L'ARBRE (Association de la région de Bérat pour le respect et l'environnement) a été créée à la suite du projet d'un centre d'enfouissement technique de déchets industriels par la société ONYX-VIVENDI sur les communes de Bérat et du Lherm.

Suite à une forte mobilisation populaire sur les deux communes, les municipalités de Bérat et du Lherm ont voté le rejet de ce projet en expliquant qu'il y avait des risques d'infiltrations dans la nappe phréatique et donc vers le Touch, que l'enfouissement en partie aérien développerait à terme un terribil sur le site, que 30 à 50 poids lourds traverseraient chaque jour les villages, qu'il y aurait une dépréciation de l'immobilier et du foncier et enfin que l'image des communes et leur environnement se dévaloriseraient.

L'ARBRE a contacté les élus des cantons de Rieumes et de Muret ainsi que toutes les communes du Sud-Ouest toulousain dont l'approvisionnement en eau potable dépend du canal de Saint-Martory: Cugnaux, Plaisance du Touch, Colomiers, Tournefeuille, Saint-Lys, Villeneuve-Tolosane, Portet-sur-Garonne, Roques-sur-Garonne, Frouzins, Seysses etc. En effet, le site pressenti

longe le canal sur 700 mètres, ce qui fait peser des risques durables sur ces communes.

Parallèlement, une lettre type est envoyée en nombre par les riverains à l'attention du préfet, du sous-préfet et du président du Conseil général. Cette lettre fait état des craintes des riverains et appelle les élus à la plus grande prudence face aux promesses des industriels et l'impuissance de tous les organes de contrôle, tristement mis en lumière par la catastrophe de l'AZF.

> ARBRE

1870, chemin de la Grangette
31370 Bérat
05 62 23 76 02



Coquelicot
bravo

«Vous êtes formidables». Oui, c'est un peu éculé comme expression mais une augmentation de 30 % d'abonnés entre le n° 33 et ce n° 34, c'est super. Grâce à votre effort collectif, à cette nouvelle maquette, à des prix d'envois postaux qui vont baisser, le Coquelicot est sorti de la zone rouge (et noire). Nous vous remercions du fond du cœur et vous souhaitons à tous de bonnes fêtes de fin d'année malgré toutes les difficultés non-résolues que l'explosion de l'AZF nous laisse sur les bras.

Fraternellement,

> l'équipe du Coquelicot

SOMMAIRE

CA M'ENERVE	
Crayon noir	2
DÉCIME-MOI UNE USINE	
Le second souffle	3
LES MOTIVE-E-S	
AZF, no futur	4
CHIMIOTHÉRAPIE	
Quel avenir pour la chimie?	6
FENÊTRE ET LE NÉANT	
Sans fenêtres ou sans espoir	8
CLASSES TOUS RISQUES	
De l'école à l'université	9
UNE LIBERTÉ QUI S'INVENTE	
La lutte des Aârouchs	10
LE JOURNAL QUI BOUGE	
Palestine toujours	12
MA PETITE ENTREPRISE	
La faute aux "franchisés"	14

Directeur de publication :

Patrick Leclerc

Équipe de rédaction :

Marc Bernard, Jenny Corral,
Juanito Marcos, Robert Venezia.

Prix du numéro : 20 F/3 €

Abonnement : 5 numéros : 100 F

Abonnement de soutien : 150 F

Boîte postale : 4 078 31029

Toulouse CEDEX 4

Commission paritaire : en cours

Ont été mis à contribution

pour ce numéro :

Amapola, Angès, Bibass, Caillou,

Gaby, Ravachefolle, Valmat,

Vaporetto, Gisèle Vershelde,

Dessins de P. Rouault.

Les articles sont sous

la responsabilité de leur auteur.

Imprimerie spéciale : Le Coquelicot

Je m'abonne au Coquelicot

Je désire souscrire un abonnement :

pour 5 numéros : 100 F/15,25 €
de soutien : 150 F/23 €

NOM :
PRÉNOM :
ADRESSE :

LE COQUELICOT, BP 4078, 31029 TOULOUSE CEDEX 4